

Journal des guerres de l' Otan

N° 114 du 05 au 15.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

T

Tiré à part :

Allain Jules : Syrie : dis papa c'est quoi les enfants

Boucliers humains en Syrie #nausée ?

Syrie : Vladimir Poutine gifle copieusement François Hollande à l'Elysée.

Guerres de l'Otan -

Cartalucci : Le coup d'Houla en Syrie le prouve : les vieilles combines sont les meilleures.

1 Politique

a) Extension des guerres.

Dan GLAZEBROOK : [LIBYE, AFRIQUE ET AFRICOM : CATASTROPHE EN COURS](#)

b) Dans les coulisses

[Solidarité & Progrès](#) : Compte-à-rebours vers la guerre : la doctrine Blair contre la doctrine Poutine.

c) Extension des guerres ?

Le renforcement de l'Otan par la smart défense.

2 Sur le terrain

Thierry Meyssan : Coups de semonce russes - LE CONFLIT SYRIEN RISQUE DE DÉGÉNÉRER EN GUERRE MONDIALE

3 Brèves

[Résistance politique: L'OTAN... La peste noire du XXIème siècle !...](#)

4 Dossiers

.4-1 Jacques LE DAUPHIN : Une OTAN « rénovée » pour quels objectifs ?

4-2 Brendan O'Reilly : La Chine et la Russie mènent une partie de bras de fer contre l'Ouest.

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

5-1 Vertraulicher Schweizer : Des soldats américains à l'étranger, camouflés en hommes d'affaires.

Tiré à part :

[Allain Jules](#) : Syrie : dis papa c'est quoi les enfants

Boucliers humains en Syrie #nausée ?

La vraie difficulté des autorités syriennes c'est que les ennemis de la Syrie contrôlent les médias mondiaux ainsi que toutes les organisations internationales (ONU, FMI, Banque Mondiale, CPI etc.). Quand leurs intérêts sont en jeu, ils manipulent, déforment en violant sans cesse la vérité et la vraie information. Ensuite, ils censurent sans vergogne les protestataires que nous sommes.

Ces désinformateurs ont même parfois le toupet d'accuser les autres de ceux qu'ils sont véritablement, des menteurs et des assassins. Et vlan ! Après avoir accusé Damas de tous les maux imaginables et inimaginables, ils ont abouti aux "enfants boucliers humains". Aujourd'hui, Laurent Fabius le ministre français des Affaires étrangères a, depuis le Quai d'Orsay lors d'une conférence de presse, déclaré ceci: «Des enfants de 8 à 9 ans sont placés devant des chars, violés et assassinés. (...) Ils sont mis de part et d'autre des cars militaires qui entrent dans les villes. Si on veut tuer des soldats, il faut d'abord tuer des enfants...»

La désinformation tourne à plein pot et nos amis oublient visiblement un petit détail, tout petit mais vachement lourd de conséquence. Vous le voyez ? Élémentaire mon cher Watson ! On a accusé jadis Saddam Hussein d'utiliser des boucliers humains pour protéger certains sites à Bagdad. Ah, Bagdad, le nouvel enfer sur terre depuis la fin de Saddam. Passons.

Il y a même sur Twitter depuis hier, un hastag #nausée (ce signe dièse #) #nausée, pour désigner ce que le régime fait avec les enfants. Un fake grossier comme l'annonçait déjà [Thierry Meyssan sur ce qui va suivre avec une désinformation](#) de masse. Je disais plus haut que nos amis oublient visiblement un petit détail, tout petit mais vachement lourd de conséquence. Ils avalisent à l'insu de leur plein gré que l'armée nationale syrienne se protège. De qui donc ?

Faut-il répondre à cette question...existentielle ? La vérité est ailleurs. Alors que les Etats-Unis et ses alliés équipent les terroristes syriens, ils crient sur tous les toits que Moscou livre des hélicoptères militaires à Damas et, dans la foulée, Paris la guerrière -rien n'a changé-, demande fermement à Moscou de cesser toute livraison d'armes à Damas. On croit rêver. Oui, ces gens sont des monstres

Allain Jules :Publié le14 juin 2012

<http://allainjules.com/2012/06/14/syrie-dis-papa-cest-quoi-les-enfants-boucliers-humains-en-syrie-nausee/>

Syrie : Vladimir Poutine gifle copieusement François Hollande à l'Élysée.

La conférence de presse entre François Hollande et Vladimir Poutine à l'Élysée.

J'ai regardé tout à l'heure, sur BFMTV, la conférence de presse entre François Hollande et Vladimir Poutine à l'Élysée. Nous avons vu deux styles, l'un direct et pas du tout diplomatique, celui de François Hollande, et l'autre, fin, diplomatique et surtout politique, celui du président russe Vladimir Poutine. François Hollande a montré ses limites en parlant d'alternance ou transition politique avant une éventuelle résolution du conflit syrien. Il a choisi son camp, celui du départ de Bachar al-Assad, sans toutefois penser à une vraie solution politique. Or, en condamnant un seul parti, ceci signifie qu'on ne veut pas la paix. Cette vision atlantiste est triste. Que sait-il de la Syrie pour demander des sanctions à l'ONU ? Ce qui est vraiment triste c'est avec l'argent de nos impôts que ces clowns veulent aller en guerre.

Quant à Poutine, il a été bref et vif dans le propos, et surtout très mesuré. Pas de changement de régime pour lui, et les deux belligérants qui doivent s'asseoir autour d'une table. Point. Il a évoqué le cas libyen, demandant aux journalistes de parler de Syrie notamment, tout en posant la question à savoir si la "Libye libre" l'est vraiment ?...Un grand homme politique qui a du vécu, loin de l'amateur de l'Élysée, qui est président depuis deux semaines et qui se montre vraiment au grand jour comme un extrémiste. Normal, quand on a des conseillers toxiques comme Botul, on ne peut que tomber bien bas.

Hollande n'a pas les biscotos pour jouer les petits soldats de l'OTAN, d'autant plus que, les entretiens entre Vladimir Poutine et Angela Merkel plus tôt dans la journée, ont trouvé une solution commune, celle que nous prônons ici depuis le début: LA PO-LI-TI-QUE....

Publié le1 juin 2012

<http://allainjules.com/2012/06/01/syrie-vladimir-poutine-gifle-copieusement-francois-hollande-a-lelysee/>

Guerres de l'Otan -

Cartalucci : Le coup d'Houla en Syrie le prouve : les vieilles combines sont les meilleures.

Propagande guerrière de l'OTAN: le gouvernement syrien accusé des atrocités commises par les escadrons de la mort

Le coup d'Houla en Syrie le prouve : les vieilles combines sont les meilleures

Le 1 juin 2012

Mondialisation.ca

Alors que les informations nous arrivent en provenance d'Houla en Syrie, tout près de Homs et de la frontière avec le Liban, il est de plus en plus évident que le gouvernement syrien n'est pas responsable des tirs d'artillerie qui ont tué 32 enfants et leurs parents, comme le clament haut et fort les médias occidentaux et jusqu'à l'ONU elle-même. Tout semble indiquer au contraire que c'est l'oeuvre [d'escadrons de la mort](#) opérant en combats rapprochés – ces escadrons étant accusés par les « *activistes* » anti-gouvernementaux d'être des « *sbires du régime [d'Assad]* » ou des « *milices* », et par le gouvernement syrien d'être des terroristes d'al-Qaïda liés à des espions étrangers.

Au moment où l'on rapportait ces meurtres, les représentants des [gouvernements américain, britannique et français](#) se préparaient déjà à accuser, à condamner, et à demander des sanctions contre le gouvernement syrien, appelant à une réunion immédiate du Conseil de Sécurité de l'ONU, et à l'établissement d'un cadre de soutien aux « *Amis de la Syrie* » au moyen de livraison d'armes et d'aide aux militants. Il était urgent pour l'Occident, que ce soit par opportunité ou de façon délibérée, de faire avancer son vieux projet de renversement du régime d'Assad.

Pendant ce temps, l'OTAN [massacrait une famille de 8 personnes, dont 6 enfants en Afghanistan](#). Et donc, si l'on affirme que ce sont l'aide humanitaire et la justice qui guident les intérêts étrangers, alors l'Afghanistan devrait être mis sur le même plan qu'Houla. Malheureusement, ce n'est pas le cas. C'est avec cette même hâte à attirer l'attention et à déformer la violence en l'amplifiant au maximum que la BBC a été amenée à [diffuser la photo d'un massacre en Irak vieille de plusieurs années](#), expliquant comme pour l'ensemble de leurs « preuves » qu'elle provenait des « *activistes pro-démocratiques* », arguant encore une fois de la véracité de ces affirmations qui nous arrivent en permanence depuis un an de ces sources [pourtant] plus que douteuses.

Nous savons bien qu'en général, après n'importe quel crime commis dans une nation occidentale, la police ne parvient pas à examiner la scène de crime et à dresser des conclusions aussi rapidement que cela, à moins qu'elle ne soit dans le coup et ne connaisse déjà les détails du crime simplement du fait qu'elle y est elle-même impliquée.

Il est tout aussi clair que ce qui s'est passé à Houla, quelle qu'en soit la nature, a été utilisé délibérément comme un levier pour faire avancer un peu plus les objectifs cachés des Occidentaux, que Seymour Hersh avait très bien expliqués dans son article de 2007 paru dans le *New Yorker* « [The Redirection](#) », où il décrivait un complot « *américano-israélo-saoudien* » visant à armer des extrémistes brutaux et sectaires, et à les « lâcher » contre la Syrie. En fait, dans son article, Hersh interrogeait plusieurs personnes qui toutes s'inquiétaient du caractère inévitable de la violence que nous constatons aujourd'hui à Houla.

Bien que certains aient peine à croire que l'Occident puisse organiser, promouvoir et exploiter les actes violents commis à Houla, la vraie question à se poser est : « *Existe-t-il des précédents historiques qui pourraient nous fournir un éclairage suffisant et répondre aux questions en "si" et en "pourquoi" ?* » En fait, de tels précédents existent bel et bien.

Il faut se rappeler de l'été 1939, lorsque les nazis, cherchant à tout prix à se faire passer pour les pauvres victimes et à justifier leur agression militaire, organisèrent un incident de frontière et en attribuèrent la faute au voisin polonais. Il en est ressorti que des troupes allemandes avaient attaqué une station de radio allemande, et tout cela s'est terminé par l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie. L'ironie veut que ce soit le musée du Mémorial de l'holocauste aux États-Unis qui non seulement nous relate ces événements, mais l'assortit d'une véritable leçon sur comment « [tromper le peuple](#) » :

Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les propagandistes nazis ont fait passer leurs agressions militaires destinées à la conquête de territoires, pour des actes justes et nécessaires de légitime défense. Ils ont décrit l'Allemagne comme une victime effective ou potentielle d'agresseurs étrangers, comme une nation attachée à la paix, mais obligée de prendre les armes pour protéger sa population et défendre la civilisation européenne contre le Communisme. Les objectifs de la guerre affichés pratiquement à chaque étape des hostilités camouflaient presque systématiquement les véritables intentions d'expansion territoriales nazies et leurs luttes raciales.

Durant l'été 1939, alors qu'Hitler et ses assistants finalisaient les plans d'invasion de la Pologne, le peuple allemand était en proie à la tension et à la peur. Les Allemands étaient encouragés par la récente extension des frontières de leur pays [qui englobait désormais] les voisins autrichiens et tchécoslovaques, et ce, sans avoir eu à tirer un seul coup de feu. Mais pour autant, ils ne manifestaient pas dans les rues en appelant à la guerre comme l'avait fait la génération de 1914.

Avant que l'Allemagne n'attaque la Pologne le 1er septembre 1939, le régime nazi avait lancé une campagne médiatique extrêmement agressive destinée à s'assurer le soutien du peuple pour une guerre que peu d'Allemands désiraient. Pour pouvoir présenter l'invasion comme moralement justifiée, et comme une action défensive, la presse allemande s'employa à rapporter les « *atrocités commises par les Polonais* », se référant à des cas de violences physiques ou de discrimination réels ou inventés, touchant des Allemands résidant en Pologne. Déplorant l'esprit « *belliqueux* » et le « *chauvinisme* » polonais, la presse s'attaqua également aux Britanniques, leur reprochant d'encourager la guerre en promettant de défendre la Pologne dans le cas d'une invasion allemande.

Le régime nazi organisa même un incident de frontière destiné à faire comme si la Pologne avait entamé les hostilités contre l'Allemagne. Le 31 août 1939, des soldats SS déguisés en Polonais attaquèrent une station radio allemande à Gleiwitz. Le lendemain, Hitler annonçait à la nation allemande et au monde sa décision d'envoyer des troupes en Pologne en réponse aux « *incursions* » polonaises à l'intérieur du Reich. Le service de presse du parti nazi du Reich demanda aux médias d'éviter le terme de « *guerre mondiale* ». Ils devaient seulement dire que les troupes allemandes avaient simplement repoussé les attaques polonaises, une tactique destinée à présenter l'Allemagne comme la victime de l'agression. La responsabilité de déclarer la guerre était laissée aux Britanniques et aux Français.

Nous qui en Occident, après les terribles pertes de la Seconde Guerre mondiale, avons juré que des actes d'agression caractérisée ne seraient plus jamais tolérés, nous avons permis aux pouvoirs de Wall Street et de Londres et de tous ceux qui orbitent autour, de tracer leur chemin d'une conquête militaire à l'autre, de l'Afghanistan à l'Irak, en passant par la Libye, le Yémen, la Somalie et maintenant, la Syrie. Nous sommes au bord du conflit avec l'Iran, et exactement comme l'avait fait l'Allemagne nazie, ceux qui nous y emmènent utilisent un mélange de menaces, de terreur, de promesses et d'excuses indéfendables, pour encore une fois franchir les frontières d'une nation souveraine, déclencher une guerre contre son peuple et lui imposer notre système et nos institutions que nous déclarons « *supérieures* ».

Depuis les années 1990, selon le Général US Wesley Clark, l'Occident s'est lancé dans la conquête de l'ensemble du Moyen-Orient à travers l'installation de régimes « *partenaires* ». Depuis 2002, l'Occident a cherché à renverser le gouvernement syrien. Et de façon évidente, depuis 2007, l'Occident conspire contre la Syrie. Bien des années avant que le terme de « *Printemps arabe* » ne soit utilisé par les médias occidentaux, la violence qui ravage actuellement la Syrie était déjà planifiée, les militants étaient armés, financés et organisés. Le désir de l'Occident d'intervenir en Syrie aujourd'hui ne doit rien à la volonté de sauver le peuple syrien de la violence que l'Occident a lui-même fomentée, mais bien à la volonté d'utiliser cette violence pour s'étendre, exactement comme Hitler l'avait fait, à travers des conquêtes militaires.

Si l'ONU commet l'erreur dramatique de permettre aux forces du fascisme global, si mal déguisées en « *défenseurs de la civilisation* » de gagner en Syrie, ne tombez pas dans le même panneau que les Allemands [en 1939], ne croyez pas que cela soit justifié. Houla, tout comme Gleiwitz est un prétexte indéfendable, et non un impératif moral. L'Allemagne a finalement payé très cher ses transgressions continues contre l'humanité avec des millions de morts, des décennies d'opportunités perdues, une division du pays et son occupation après avoir été battue, et l'obligation de devoir porter à jamais ce lourd passé. Quelle récompense osons-nous attendre aujourd'hui de l'ignorance et de l'apathie ?

Tony Cartalucci

Article original en anglais :

[NATO'S "MEDIA WARFARE": Syrian Government Blamed for Atrocities Committed by US Sponsored Deaths Squads, Houla, Syria Stunt Proves: Old Tricks are the Best Tricks](#), publié le 28 mai 2012.

Traduction GV pour [ReopenNews](#)

Landdestroyer.blogspot.

1 Politique

a) Extension des guerres.

Dan GLAZEBROOK : LIBYE, AFRIQUE ET AFRICOM : CATASTROPHE EN COURS. A UNE GUERRE APPUYEE PAR LA "GAUCHE" ET LES ECOLOS EUROPEENS DANS UN SILENCE ASSOURDISSANT FACE AU MASSACRE SCIEMMENT VOULU PAR L'OTAN ET SES ALLIES

L'étendue de la tragédie que l'OTAN et ses alliés ont engendrée en Libye devient de plus en plus tristement évidente avec chaque jour qui passe. Les estimation sur le nombre des victimes varient, mais il semble qu'il y en ait eu au moins 50 000 ; à vrai dire, le ministère de la Défense britannique se vantait déjà en mai dernier que la massacre avait fait 35 000 morts. Mais ce chiffre ne cesse d'augmenter. La destruction des forces de l'état par le blitzkrieg Anglais, Français et Etasunien a laissé le pays dans un état de totale anarchie - au pire sens du terme.

Les anciens "rebelles", qui n'avaient rien d'autre pour les unir que la volonté temporaire de servir de soldats au sol à l'OTAN, se retournent les uns contre les autres. 147 ont été tués au cours d'un conflit interne dans le sud de la Libye plus tôt dans l'année, et ces dernières semaines des bâtiments gouvernementaux - dont les quartiers du premier ministre - ont été attaqués par des "rebelles" qui réclamaient leurs salaires. 1,4 milliards de dollars leur ont déjà été versés - ce qui prouve une fois de plus que c'étaient les forces coloniales de l'OTAN, et non Kadhafi, qui employaient des "mercenaires" - mais les règlements ont été suspendus le mois dernier à cause du népotisme généralisé. La corruption devient générale - 2,5 milliards de revenus du pétrole qui devaient être remis au trésor public se sont évanouis. Les ressources libyennes sont maintenant pillées à la fois par les multinationales pétrolières et par une poignée de familles issues des nouvelles élites du pays ; un schéma néocolonial classique. L'utilisation des ressources pour de grands projets d'infrastructure comme la Grande Rivière Artificielle (1) ainsi que la hausse massive du niveau de vie des habitants pendant les quatre dernières décennies (l'espérance de vie des Libyens est passée de 51 à 77 ans depuis l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969) ne sont apparemment déjà plus que des souvenirs, hélas.

Mais malheur à celui qui oserait le dire aujourd'hui. Il a été décidé il y a longtemps qu'aucun partisan de Kadhafi ne serait autorisé à participer aux élections à venir mais des décisions encore plus drastiques viennent d'être prises. La loi 38, que le nouveau gouvernement imposé par l'OTAN a votée le mois dernier, a créé un nouveau crime : la "glorification" de l'ancien gouvernement ou de son leader est punie d'une peine qui peut aller jusqu'à l'emprisonnement à vie. Un commentaire aussi vague que de dire que les choses allaient mieux sous Kadhafi tombe-t-il sous le coup de la loi ? La loi est volontairement assez vague pour permettre toutes les interprétations. C'est la porte ouverte à la persécution étatique institutionnalisée.

La loi 38 est encore plus révélatrice du mépris du gouvernement pour l'état de droit - un gouvernement, souvenez-vous, qui n'a toujours pas le moindre mandat populaire et dont le seul pouvoir repose sur les forces armées coloniales. Cette loi accorde l'immunité à tous ceux qui ont commis des crimes dans le but "de promouvoir ou de protéger la révolution". Les responsables du nettoyage ethnique de Tawergha - telle que "la brigade pour purger le pays des noirs" comme elle s'est elle-même nommée - peuvent tranquillement continuer leur chasse aux réfugiés de la ville sachant qu'ils ont la loi de leur côté. Les responsables des massacres de Syrte et d'ailleurs n'ont rien à craindre. Ceux qui ont participé à la torture généralisée des prisonniers peuvent continuer à le faire en toute impunité -tant que cela "protège la révolution" - autrement dit tant que cela maintient la dictature de l'OTAN et du Conseil National de Transition (CNT).

Voilà la Libye d'aujourd'hui : la guerre civile y fait rage, les ressources sont pillées, la société s'effondre et le fait d'exprimer le regret du temps où la Libye était prospère et en paix est puni comme un crime tandis que le lynchage et la torture ne sont pas seulement permis mais encouragés.

De plus le désastre a dépassé les frontières. La déstabilisation de la Libye s'est propagée au Mali où elle a engendré un coup d'état et la fuite d'innombrables réfugiés - notamment parmi les noirs immigrés en Libye - vers les pays voisins ; ces réfugiés en essayant d'échapper à la fois aux attaques aériennes et au lynchage ont ajouté aux difficultés économiques d'autres pays. De nombreux combattants libyens qui ont fini leur travail en Libye sont maintenant transférés en Syrie par leurs maîtres impérialistes pour y répandre aussi leur violence sectaire.

Et chose plus inquiétante encore pour le continent africain, AFRICOM - le commandement militaire étasunien - progresse dans le sillage de l'agression contre la Libye. Ce n'est pas par hasard que seulement un mois après la chute de Tripoli - et au cours du mois où Kadhafi a été assassiné (octobre 2011) - les Etats-Unis ont annoncé qu'ils envoyaient des troupes dans pas moins de quatre pays africains - la République Centre Africaine, l'Ouganda, le Sud-Soudan et la République Démocratique du Congo. Et AFRICOM vient d'annoncer 14 importantes manoeuvres militaires conjointes dans les pays africains en 2012, ce qui ne s'était jamais vu. La reconquête militaire de l'Afrique est en bonne voie.

Rien de tout cela n'aurait été possible avec Kadhafi au pouvoir. En tant que fondateur, principal donateur et ancien président élu de l'Union Africaine, il exerçait une grande influence sur le continent. C'est en partie grâce à lui que les Etats-Unis ont été forcés d'installer le quartier général d'AFRICOM à Stuttgart en Allemagne quand l'organisme a été créé plutôt qu'en Afrique ; ils avaient offert de l'argent et des investissements à des gouvernements africains mais ces derniers ont refusé d'accueillir leurs bases. On estime que la Libye du temps de Kadhafi avait investi à hauteur de 150 milliards de dollars en Afrique et la proposition libyenne, avec un apport de 30 milliards de dollars à la clé, de mettre en place une Banque de développement de l'Union Africaine aurait sérieusement diminué la dépendance financière de l'Afrique à l'Occident. Bref, la Libye de Kadhafi était le seul obstacle notable à la pénétration d'AFRICOM en Afrique.

Maintenant qu'il n'est plus, AFRICOM met les bouchées doubles. L'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan ont montré les guerres qui faisaient des victimes occidentales n'étaient pas populaires en Occident ; AFRICOM est conçu pour que, dans les guerres coloniales qui seront lancées contre l'Afrique, ce soient les Africains eux-mêmes qui se battent et meurent et non des Occidentaux. Les forces de l'Union Africaine doivent être intégrées à AFRICOM sous commandement étasunien. Kadhafi ne l'aurait jamais accepté ; c'est pourquoi il devait être éliminé.

Et pour avoir une idée de ce que sera l'Afrique sous la tutelle d'AFRICOM, il suffit de regarder la Libye, le modèle africain de l'OTAN : un état condamné à des décennies de violence et de traumatisme et complètement incapable de nourrir sa population et de contribuer à l'indépendance de la région ou du continent.

Il faut absolument mettre un terme immédiat au nouveau colonialisme militaire en Afrique.

Pour consulter l'original : <http://www.counterpunch.org/2012/05...>

Notes : 1. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Grande...>

DAN GLAZEBROOK

(Counterpunch),

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

URL de cet article 16793 <http://www.legrandsoir.info/libye-a...>

<http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article2028>

<http://jacques.tourtaux.over-blog.com.over-blog.com/>

mercredi 30 mai 2012

b) Dans les coulisses

Solidarité & Progrès : Compte-à-rebours vers la guerre : la doctrine Blair contre la doctrine Poutine.

Les discussions qui ont suivi les sommets du G8 et de l'OTAN ont été dominées la semaine dernière par le retour sur le devant de la scène de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair en tant que conseiller pour la réélection de Barack Obama à la Présidence des Etats-Unis.

Ce dévouement de sa part, of course, n'est pas gratuit. Blair et son équipe de « *spin-doctors* », qui avaient été la véritable cheville ouvrière de la guerre en Irak (il avait fourni à Georges W. Bush le [fameux mémorandum « prouvant » l'existence sur les armes nucléaires irakiennes](#), qui se sont révélées par la suite être inexistantes), entendent profiter d'une victoire d'Obama en novembre prochain pour reprendre les rênes du pouvoir en Angleterre.

Comme l'avait rapporté le *Guardian* de Londres en février 2009, Obama avait présenté Blair comme son « *premier ami officiel* » lors d'un petit déjeuner de prière à la Maison-Blanche, un mois à peine après son inauguration.

Le nouveau binôme espère diriger le monde (ou ce qui en restera), en s'appuyant sur la [doctrine qu'avait annoncée Blair](#) lors d'une conférence à Chicago en 1999 : sous prétexte d'« *établir et de répandre des valeurs qui nous sont chères* », inaugurer une nouvelle forme de « *coopération internationale* » en liquidant le [Traité de Westphalie de 1648](#) (et bien sûr en réformant la Charte de l'ONU), c'est-à-dire en sacrifiant l'Etat-nation souverain pour faire place à un nouvel empire.

Comme nous l'avons rapporté [sur ce site, avec la création de l'Atrocities Prevention Board \(APB — Conseil de prévention des atrocités\)](#) Barack Obama a décrété le 23 mars 2012 que les violations des droits de l'homme, où que ce soit dans le monde et tels que son Administration les conçoit, portent directement atteinte... à la sécurité nationale des Etats-Unis !

Un nouvel ajout à la doctrine Blair (la version 2.0) est que l'OTAN doit être capable d'aller en guerre sans consulter les législatures nationales, car il « *faudrait trop de temps* » pour obtenir leur permission. C'est en effet ce que vient de demander le général Sir David Richards, le chef d'état-major britannique lors d'un discours au Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS) le 23 mai à Washington, une proposition qu'il a qualifiée de « *défense intelligente*. »

Ceci correspond également à ce que le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta [avait déclaré au comité responsable du Sénat](#) plus tôt cette année, au nom de l'administration Obama : pour aller en Libye, nous n'avons besoin que de la permission de l'OTAN. Le respect de la Constitution, qui exige que nous obtenions l'autorisation préalable du Congrès n'est pas très pratique. Nous vous tiendrons informés à notre retour.

Or, comme le résumait l'économiste américain Lyndon LaRouche récemment, la doctrine Blair est l'exacte antithèse de la doctrine défendue par Vladimir Poutine comme base de la politique étrangère russe, qui consiste à défendre le système de droit international hérité du Traité de Westphalie, en réelle coopération avec la Chine, l'Inde, et plus récemment le Pakistan.

Dans son [article du 27 février 2012](#) dans *Moskovskiye Novosti*, Poutine a réitéré sa position selon laquelle « *les principes majeurs nécessaires à toute civilisation incluent la sécurité pour tous les Etats, le rejet de tout usage excessif de la force, et le respect inconditionnel des fondements du droit international*. » Il est clair qu'à chaque fois que ces principes ont été négligés, explique-t-il, « *les relations internationales ont été déstabilisées* ».

Le 17 mai, à la veille du sommet du G8 et du sommet de l'OTAN à Chicago, le Premier ministre russe Dimitri Medvedev, lors de [son discours au 2e Forum juridique international de St.Petersbourg](#), discours posté par la suite sur le site du gouvernement de la Fédération russe, a lui aussi, tenu à rappeler la doctrine russe :

« Il est souvent dit que le système de droit international est obsolète. Je l'ai moi-même entendu à maintes reprises dans la pratique politique. Ses règles ne permettent pas toujours de lutter efficacement contre de nouvelles menaces. C'est vrai en partie, parce que tout devient obsolète un jour ou l'autre — y compris le droit. Mais le besoin vraiment nécessaire et urgent de moderniser le droit international ne veut pas dire abandonner ses fondements, ce qui me semble absolument évident.

Particulièrement dangereux, à mon avis, sont les actions unilatérales qui vont à l'encontre des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies, qui est la principale plate-forme de la communauté internationale pour résoudre ses problèmes. Nous n'avons pas d'autre plate-forme, même si cela déplaît à quelqu'un. Il n'y en a simplement pas d'autre ! Et nous comprenons que la Charte des Nations Unies demande surtout le respect de la prééminence du droit et de la souveraineté des Etats.

Une autre remarque, qui me semble importante au regard de mon expérience et de ma pratique politiques — le principe de la souveraineté de l'Etat. Il ne doit pas être affaibli, même si ce serait commode pour la réalisation de certains objectifs politiques immédiats, y compris le but de gagner une élection. Se donner cela comme objectif revient simplement à mettre l'ordre mondial en danger.

Et les exemples d'attaques sur le principe de la souveraineté ont été nombreux au cours des dernières années. Parmi elles, les opérations militaires contre des gouvernements étrangers contournant le cadre des Nations Unies, les déclarations sur la perte de légitimité de tel ou tel régime politique par des gouvernements étrangers et non pas par le peuple du pays, l'introduction de toutes sortes de sanctions collectives contournant les institutions internationales.

Tout cela n'améliore pas la situation dans le monde ; les opérations militaires précipitées dans d'autres pays finissent généralement par provoquer l'arrivée de radicaux au pouvoir. De telles actions, qui portent atteinte à la souveraineté des États, peuvent entraîner facilement de véritables guerres régionales, et même, sans vouloir faire peur à quiconque, à l'utilisation des armes nucléaires. Chacun devrait garder cela en mémoire, surtout lors de réflexions sur la question de la souveraineté de l'Etat ».

Alors que le monde transatlantique vacille au bord d'une désintégration spectaculaire de son système financier, il faut bien rappeler ici que les nuées de l'orage financier portent avec elles le risque immédiat d'une guerre globale.

La tentation permanente des élites géopolitiques (fr)anglo-américaines de renoncer à l'outil de la diplomatie pour solutionner nos problèmes avec l'Iran et la Syrie avec des sanctions, des frappes et des guerres humanitaires, est donc de très mauvaise augure.

A lire et à voir également sur la crise syrienne :

- [Les États-Unis préparent une « guerre proxy » sur plusieurs fronts contre la Syrie](#)
- [L'OTAN, « La guerre, c'est nous ou les autres ? »](#) (vidéo)
- [La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient](#)
- [Le New York Times bat le tambour pour la guerre en Syrie... et au-delà](#)
- [Le terrorisme anti-syrien et ses connexions internationales](#)
- [La Russie et l'hypothèse du conflit armé](#)
- [Le Pentagone fait des plans pour une guerre en Syrie](#)
- [Moscou et la formation du Nouveau Système Mondial](#)
- [Pourquoi Poutine rend fou Washington](#)
- [Le détournement des pouvoirs de l'ONU par l'OTAN](#)
- [Crise syrienne : le « plan en six points » de la Chine](#)
- [Le mythe héroïque et la vérité incommodante sur les reportages de guerre](#)
- [Pourquoi le Bahreïn n'est pas la Syrie](#)
- [Quels enjeux en Syrie ?](#)
- [Le détournement des pouvoirs de l'ONU par l'OTAN](#)
- [La crise syrienne vue de Damas](#)
- [Le vote sur la Syrie à l'ONU considéré comme une étape vers l'intervention militaire](#)
- [Le terrorisme au nom de la « démocratie »](#)
- [L'islamisme et l'Empire, un flirt qui perdure](#)
- [Notes sur les collabos musulmans de l'Occident](#)
- [Syrie : Le double veto russo-chinois inaugure un nouvel ordre mondial](#)
- [Syrie : l'islam dans la révolution](#)
- [Ce chemin de Damas semé d'embûches](#)
- [Les croisiéristes de l'U.S. Navy](#)
- [La croisière de l'Amiral-Kouznetzov](#)
- [La Syrie entre dans la crise générale](#)
- [Révoltes arabes : diplomatie 2.0 ?](#)
- [Libye, Syrie : un projet géopolitique qui ne se comprend que sur la longue durée...](#)
- [La question géopolitique de l'énergie en Egypte, Libye et Syrie](#)
- [Les Etats-Unis en voie d'exiger l'éviction d'Assad hors de Syrie](#)
- [Israël fait son apparition dans le Printemps Arabe](#)
- [Géopolitique de la Syrie à l'heure du Printemps Arabe](#)
- [L'échiquier syrien](#)
- [Syrie en ébullition, navire de guerre américain en Mer Noire](#)

[29 mai](#)

Source : [Solidarité & Progrès](#)

c) Extension des guerres ?

Le renforcement de l'Otan par la smart défense.

Pour optimiser les moyens de l'Otan, Anders Rasmussen a sorti un lapin de son chapeau : la solution de la smart defense. C'est-à-dire la méthode la plus efficace, mais aussi la plus chère...

Georges Spriet

Plaider pour une organisation davantage collective, voilà qui n'est pas nouveau : standardisation, interopérabilité, fusion, collaboration régionale, achats groupés. « La smart defense, ce n'est pas plus d'argent, mais de l'argent mieux utilisé, une sécurité partagée, une sécurité plus efficace », se réjouit Rasmussen. Dans ce cadre, il a régulièrement appelé à la libéralisation des marchés de la défense des deux côtés de l'Océan Atlantique : « Cela créera une réduction des coûts, un agrandissement d'échelle, une baisse des prix et davantage de profit. Ce qui est entièrement positif pour l'industrie, pour le contribuable et pour l'Otan. » Dans le cadre du sommet de l'Otan à Chicago, il demande à l'industrie de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de la smart defense et de contribuer à la victoire de la course à l'innovation. À la Conférence de sécurité de février 2012 à Munich, Rasmussen affirmait que l'Otan avait trois grands défis à relever : la réduction des budgets militaires en Europe, l'évolution de l'analyse de la sécurité aux États-Unis, et la fin des opérations militaires en Afghanistan. « Au lieu de nous affaiblir, répondre à ces défis doit nous renforcer. »

Pour autant, les États-Unis avancent avec insistance que la smart defense ne doit pas être utilisée en Europe comme excuse pour diminuer ses budgets de Défense. Outre-Atlantique, on redoute en effet une alliance amoindrie ; c'est-à-dire une partie des États-membres qui se spécialiserait dans la guerre « douce », notamment l'humanitaire, le développement, le maintien de la paix et les négociations, face aux autres qui prendraient en charge les missions « dures ». Bref, une répartition entre ceux qui portent les charges de l'Otan et ceux qui jouissent de ses avantages tout en n'en partageant pas les risques et les coûts.

Article repris de Vrede vzw, mai 2012, www.vrede.be.

<http://www.ptb.be/nieuws/artikel/le-renforcement-de-lotan-par-la-smart-defense.html>

2 Sur le terrain

Thierry Meyssan : Coups de semonce russes - **LE CONFLIT SYRIEN RISQUE DE DÉGÉNÉRER EN GUERRE MONDIALE**

La crise syrienne a changé de nature. Le processus de déstabilisation qui devait ouvrir la voie à une intervention militaire légale de l'Alliance atlantique a échoué. Ôtant leur masque, les États-Unis ont publiquement évoqué la possibilité d'attaquer la Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité, comme ils le firent au Kosovo. C'était feindre d'ignorer que la Russie de Vladimir Poutine n'est pas celle de Boris Eltsine. Après s'être assuré du soutien chinois, Moscou a tiré deux coups de semonce en direction de Washington. La continuation des violations du droit international par l'OTAN et le CCG risque désormais d'ouvrir un conflit mondial.

Le président Vladimir Poutine a placé son troisième mandat sous le signe de l'affirmation de la souveraineté de son pays face aux menaces directement lancées contre la Fédération de Russie par les États-Unis et l'OTAN. Moscou a maintes fois dénoncé l'élargissement de l'OTAN, l'installation de bases militaires à ses frontières et le déploiement du bouclier antimissile, la destruction de la Libye et la déstabilisation de la Syrie.

Les jours suivant son intronisation, M. Poutine a passé en revue l'industrie militaire russe, ses forces armées, et son dispositif d'alliance [1]. Il a poursuivi cette mobilisation en choisissant de faire de la Syrie la ligne rouge à ne pas franchir. Pour lui, l'invasion de la Libye par l'OTAN est comparable à celle de la Tchécoslovaquie par le IIIe Reich, et celle de la Syrie —si elle devait avoir lieu— serait comparable à celle de la Pologne qui déclencha la Deuxième Guerre mondiale.

Toute interprétation de ce qui se passe actuellement au Levant en termes intérieurs syriens de révolution/répression est non seulement faux, mais dérisoire au regard des vrais enjeux et relève de la simple communication politique. La crise syrienne est avant tout une étape du « *remodelage du Moyen-Orient élargi* », une nouvelle tentative de détruire « l'Axe de la Résistance », et la première guerre de « la géopolitique du gaz » [2]. Ce qui se joue actuellement en Syrie, ce n'est pas de savoir si Bachar el-Assad parviendra à démocratiser les institutions qu'il a reçues en héritage ou si les monarchies wahhabites du Golfe parviendront à détruire le dernier régime laïque de la région et à imposer leur sectarisme, mais quelles frontières séparent les nouveaux blocs, OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord) et OCS (Organisation de coopération de Shanghai) [3].

Certains de nos lecteurs ont probablement sursauté à la lecture de la phrase précédente. En effet, depuis des mois, les médias occidentaux et du Golfe leur martèlent à longueur de journées que le président el-Assad incarne une dictature sectaire au profit de la minorité alaouite, tandis que son opposition armée incarne la démocratie pluraliste. Un simple regard sur les événements suffit à discréditer cette présentation mensongère. Bachar el-Assad a convoqué successivement des élections municipales, un référendum et des élections législatives. Tous les observateurs se sont accordés à dire que les scrutins se sont déroulés de manière sincère. La participation populaire a atteint plus de 60 % alors même que les Occidentaux les ont qualifiés de « farces » et que l'opposition armée qu'ils soutiennent a empêché les citoyens de se rendre aux urnes dans les quatre districts qu'ils contrôlent. Dans le même temps, l'opposition armée a multiplié les actions non seulement contre les forces de sécurité, mais contre les civils et tous les symboles de la culture et du multi-confessionnalisme. Ils ont assassiné les sunnites progressistes, puis tué au hasard alaouites et chrétiens pour contraindre leurs familles à fuir. Ils ont brûlé plus de mille cinq cents écoles et églises. Ils ont proclamé un éphémère Emirat islamique indépendant à Baba Amr où ils ont institué un Tribunal révolutionnaire qui a condamné à mort plus de 150 mécréants, égorgés un à un en public par leur bourreau. Et ce n'est pas le pitoyable spectacle de quelques politiciens dévoyés, réunis au sein d'un Conseil national syrien en exil, affichant un projet démocratique de façade sans rapport avec la réalité de terrain des crimes de l'Armée « syrienne » libre, qui masquera plus longtemps la vérité. Au demeurant, qui peut croire que le régime laïque syrien, dont l'exemplarité était célébrée il y a peu, serait devenu une dictature confessionnelle, tandis que l'Armée « syrienne » libre, soutenue par les dictatures wahhabites du Golfe et obéissant aux injonctions de prédicateurs takfiristes serait un parangon du pluralisme démocratique ?

L'évocation par des dirigeants US d'une possible intervention internationale hors mandat de l'ONU, à la manière dont l'OTAN avait démembré la Yougoslavie, a suscité inquiétude et colère à Moscou. La Fédération de Russie, qui jusqu'ici se tenait en position défensive, a décidé de prendre l'initiative. Ce changement stratégique est dû à l'urgence de la situation du point de vue russe, et à l'évolution favorable sur le terrain en Syrie [4].

Moscou a proposé de créer un Groupe de contact sur la Syrie qui réunirait l'ensemble des États concernés, c'est-à-dire à la fois les États voisins, les puissances régionales et internationales. Il s'agit de substituer un forum de dialogue à l'actuel dispositif belliqueux mis en place par les Occidentaux sous le vocable orwellien de « Conférence des Amis de la Syrie ».

La Russie continue à soutenir le Plan Annan —qui est en fait la reprise à peine modifiée du plan présenté par Sergey Lavrov à la Ligue arabe—. Elle déplore que ce plan ne soit pas appliqué, mais rejette la culpabilité sur la faction de l'opposition qui a pris les armes. Selon A.K. Lukashevich, un des porte-parole du ministère des Affaires étrangères, l'Armée « syrienne » libre est une organisation illégale au regard du droit international. Bien qu'elle assassine chaque jour 20 à 30 soldats syriens, elle est publiquement soutenue par les États de l'OTAN et du CCG en violation du Plan Annan [5].

Se posant en faiseur de paix face à une OTAN faiseur de guerre, Vladimir Poutine a demandé à l'OTSC de se préparer à déployer des « chapkas bleues » en Syrie, à la fois pour séparer les belligérants syriens et pour combattre les forces étrangères. Nicolai Bordyuzha, secrétaire général de l'OTSC, a confirmé qu'il dispose de 20 000 hommes formés pour ce type de mission et immédiatement disponibles [6]

Ce serait la première fois que l'OTSC déploierait une force de paix hors de l'ancien espace soviétique. Piqué au vif, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a tenté de saboter cette initiative en proposant soudainement d'organiser lui aussi un Groupe de contact.

Réunissant à Washington le groupe de travail sur les sanctions de la Conférence des Amis de la Syrie, la secrétaire d'Etat US Hillary Clinton a fait fi de la proposition russe et a surenchéri en faveur d'un changement de régime [7].

En Turquie, des parlementaires d'opposition ont visité les camps de réfugiés syriens. Ils ont constaté l'absence de plus d'un millier de réfugiés enregistrés par les Nations Unies dans le principal camp et, au contraire, la présence d'un arsenal dans le camp. Ils ont alors interrogé à l'Assemblée le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan exigeant qu'il révèle le montant de l'aide humanitaire accordée aux réfugiés fantômes. Les députés considèrent que le camp de réfugiés est une couverture pour une opération militaire secrète. Il abrite en réalité des combattants, principalement libyens, qui l'utilisent comme base arrière. Les députés ont émis l'hypothèse que ces combattants sont ceux qui se sont introduits dans le district de Houla lorsque le massacre a été perpétre.

Ces informations confirment les accusations de l'ambassadeur russe au Conseil de sécurité, Vitaly Churkin, selon lesquelles, le représentant spécial de Ban Ki-moon en Libye, Ian Martin, a utilisé des moyens de l'ONU destinés aux réfugiés pour acheminer en Turquie des combattants d'Al Qaeda [8].

En Arabie saoudite, la fracture entre le roi Abdallah et le clan des Sudeiris s'est à nouveau manifestée. À l'invitation d'Abdallah Ier, le Conseil des oulémas a publié une fatwa stipulant que la Syrie n'est pas une terre de jihad. Mais, dans le même temps, le prince Fayçal, ministre des Affaires étrangères appelait à armer l'opposition contre « *l'usurpateur alaouite* ».

La journée du jeudi 7 juin a été riche en événements. Alors que Ban Ki-moon et Navi Pillay, respectivement secrétaire général et Haut-commissaire aux Droits de l'homme, dressaient leur réquisitoire contre la Syrie devant l'Assemblée générale de l'ONU, Moscou a procédé à deux tirs de missiles balistiques intercontinentaux.

Le colonel Vadim Koval, porte-parole du RSVN, a admis le test d'un Topol —lancé depuis un silo près de la Caspienne—, mais n'a pas confirmé celui d'un Boulava depuis un sous-marin en Méditerranée. Cependant, le tir a été observé dans tout le Proche-Orient, d'Israël à l'Arménie, et il n'existe aucune autre arme connue qui puisse laisser de telles traces dans le ciel [9].

Le message est clair : Moscou est prêt à la guerre mondiale, si l'OTAN et le CCG ne se plient pas aux obligations internationales telles que définies par le Plan Annan, et persistent à alimenter le terrorisme.

Selon nos informations, ce coup de semonce avait été coordonné avec les autorités syriennes. De même que Moscou avait encouragé Damas à liquider l'Émirat islamique de Baba Amr sitôt l'autorité du président el-Assad confirmée par le référendum constitutionnel, de même il a encouragé le président à liquider les groupes de mercenaires présents dans le pays sitôt le nouveau Parlement et le nouveau Premier ministre installés. L'ordre a été donné de passer d'une stratégie défensive à une action offensive pour protéger la population du terrorisme. L'armée nationale est donc passée à l'attaque des bastions de l'Armée « syrienne » libre. Les combats des prochains jours s'annoncent difficiles, d'autant que les mercenaires disposent de mortiers, de missiles anti-chars et désormais de missiles sol-air.

Pour faire baisser la tension, la France a immédiatement accepté la proposition russe de participation à un Groupe de contact ad hoc. Washington a dépêché en urgence Frederic C. Hof à Moscou. Contredisant les propos tenus la veille par la secrétaire d'État, Hillary Clinton, M. Hof a à son tour accepté l'invitation russe.

Il n'est plus temps de se lamenter sur l'extension des combats au Liban, ni de pérorer sur une possible régionalisation du conflit. Depuis 16 mois qu'ils déstabilisent la Syrie, l'OTAN et le CCG ont créé une situation sans issue qui peut désormais dégénérer en guerre mondiale.

Thierry Meyssan

Réseau Voltaire, 9 juin

<http://www.voltairenet.org/Coups-de-semonce-russes>

[1] Agenda du président Poutine :

7 mai : investiture du président Vladimir Poutine

8 mai : nomination de Dmitry Medvedev comme Premier ministre

9 mai : célébration de la victoire contre l'Allemagne nazie

10 mai : visite du complexe militaro industriel russe

11 mai : réception du président abkhaze

12 mai : réception du président sud-ossète

14-15 mai : rencontre informelle avec les chefs d'États de l'OTSC.

18 mai : visite de l'institut de recherche de défense Cyclone

25 mai : revue des sous-marins atomiques

30 mai : réunion avec les principaux responsables de la Défense

31 mai : réunion du Conseil de sécurité russe

4-7 juin : visite en Chine, sommet de l'OCS

7 juin : visite au Kazakhstan durant le tir de missile Topol

[2] « [La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient](#) », par Imad Fawzi Shueibi, Réseau Voltaire, 8 mai 2012.

[3] « [Moscou et la formation du Nouveau Système Mondial](#) », par Imad Fawzi Shueibi, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 13 mars 2012.

[4] « [L'affaire de Houla illustre le retard du renseignement occidental en Syrie](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juin 2012.

[5] « [Comment of Official Representative of the Ministry of Foreign Affairs of Russia A.K. Lukashevich on the Question of Interfax related to the statement made by Representative of so-called Free Syrian Army S.Al-Kurdi](#) », Ministère russe des Affaires étrangères, 5 juin 2012.

[6] « [Syrie : Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC](#) », Réseau Voltaire, 3 juin 2012.

[7] « [Friends of the Syrian People Sanctions Working Group](#) », déclaration à la presse d'Hillary Clinton, Département d'État, 6 juin 2012.

[8] « [La Libye, les bandits-révolutionnaires et l'ONU](#) », par Alexander Mezyaev, Traduction Julia, Strategic Culture Foundation (Russia), Réseau Voltaire, 17 avril 2012.

[9] « [7 juin 2012 : la Russie manifeste sa supériorité balistique nucléaire intercontinentale](#) », Réseau Voltaire, 8 juin 2012.

3 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Résistance politique: L'OTAN... La peste noire du XXIème siècle !...

Excellente revue à notre sens de ce que représente cette Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord, une entreprise de mort de Mafia Inc. et des complexes militaro-industriels qui dirigent la politique et nos politicards, menant le monde au chaos au gré des guerres qu'ils désirent et font pour leur profit et ceux de leurs sbires.

L'OTAN est une entreprise de mort qui n'a absolument plus aucune raison d'être et doit être démantelée dans les plus brefs délais, ce qui serait un grand pas vers la fin de l'arrogance ingérante néo-colonialiste de l'occident ; il s'agit ici en fait de la survie de l'humanité, ni plus ni moins.

– Résistance 71 –

<http://resistance71.wordpress.com/>

4 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Jacques **LE DAUPHIN** : Une OTAN « rénovée » pour quels objectifs ?

Que penser du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Chicago les 20 et 21 mai 2012 ? Le choix du lieu décidé par le président Obama lui-même, la participation des chefs d'état et de gouvernement, non seulement des 28 pays membres, mais aussi ceux de 30 autres pays donnent à ce rendez-vous un relief particulier. C'est, avoué ou non, la volonté de promouvoir une nouvelle alliance transatlantique, qui, outre le sigle, n'aurait que de très lointains rapports avec celle qui existait depuis des décennies. Il s'agit de faire de l'OTAN un acteur clé de la vie internationale.

Le bourbier afghan

Dans cet esprit, le Sommet avait porté à son ordre du jour la situation en Afghanistan, après dix ans d'intervention militaire de l'OTAN ou plus précisément des modalités d'un retrait qui s'avère urgent. L'intervention s'est abîmée dans les montagnes afghanes et s'est transformée en immense bourbier. Le retrait en lui-même ne posait pas problème, car tout le monde veut voir l'OTAN quitter l'Afghanistan au plus vite, mais une question taraudait les responsables de l'opération : comment éviter que le retrait soit considéré comme une débandade, un échec portant atteinte à la crédibilité de nouvelles opérations que l'OTAN serait susceptible de mener à l'avenir. C'est pourquoi, la nature et le rythme de ce retrait ont posé et posent encore aujourd'hui questions. Transférer purement et simplement les moyens à l'armée et la police afghane n'est pas sans susciter inquiétudes pour l'avenir du pays et la stabilité de la région. à Chicago, de manière générale le retrait des forces combattantes fut fixé à 2014, sans incidences notables de la décision française de retirer ses propres troupes fin 2012. Pour ce qui concerne l'évolution ultérieure des forces d'assistance sur le terrain, elles se maintiendront, durant des délais qui restent à fixer. Le coût de cette assistance est évalué à 4,1 milliards de dollars (pour la France l'évaluation est fixée à 150 millions d'euros). Outre les mesures d'assistance, d'autres mesures sont envisagées pour garder le pays sous influence. Ainsi les présidents Obama et Karzaï ont signé un traité qui autorise pour plusieurs années, l'usage du territoire afghan par les troupes américaines. Le secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, n'a-t-il pas affirmé à maintes reprises que l'avenir de l'OTAN se jouait en Afghanistan.

Un basculement vers la région Asie-Pacifique et le Grand Moyen-Orient

L'expérience afghane n'est pas sans susciter réflexions chez les membres de l'Organisation et les « partenaires » qui ont signé des accords de coopérations. Une réflexion d'autant plus vive lorsque l'on sait que cette guerre a été initiée par les états-Unis, lesquels pilotent l'évolution de l'Alliance vers une nouvelle configuration. La politique militaire américaine actuelle s'inspire de la « Quadriennial Defense Review » 2010, actualisée et présentée dans ses grandes lignes en janvier 2012 par le président Obama, sous l'intitulé « New strategic guidance ». Cette politique traduit au plan stratégique un déploiement dans la région Asie-Pacifique et au Grand Moyen-Orient. C'est dans ces deux directions que les états-Unis souhaitent voir s'orienter l'activité de l'OTAN. à ce sujet Ben Rhodes, conseiller au Pentagone, a souligné qu'en organisant ce Sommet sur le sol américain, le président Obama « voulait montrer à quel point les états-Unis intègrent l'OTAN dans les projets d'avenir de la politique américaine ». De son côté, le président Obama a déclaré que « la mission historique de l'OTAN en Europe était désormais accomplie et qu'elle se devait de trouver d'autres missions ». D'autres déclarations n'hésitent pas à présenter l'OTAN comme un « multiplicateur de puissance pour les états-Unis ; un tel positionnement suscite pour le moins réserves, sinon hostilités, chez les partenaires, bien que les divergences soient le plus souvent occultées dans les déclarations officielles. Pour autant les contradictions sont réelles. Du côté des pays membres, si le leadership américain ne semble pas poser de problèmes majeurs, au sein de l'Organisation, l'accord entre les deux rives de l'Atlantique est de moins en moins automatique, du fait de la disparition de la menace majeure qui avait soudée certains d'entre eux. Ils s'interrogent aujourd'hui s'il ne convient pas de faire rentrer le génie dans la lampe, pour se replier sur les missions strictes de défense des alliés à l'origine de l'Alliance, dans l'esprit de la Charte transatlantique. L'accord est moins automatique du fait aussi de la multiplication des membres. Celle-ci dilue leurs liens avec les états-Unis.

Il reste que des tendances, centrifuges, centripètes se manifestent, souvent simultanément, rendant plus difficile la perception. Par ailleurs, depuis la fin de la guerre froide, l'Otan a noué des coopérations avec plusieurs pays de différents continents (partenariat pour la paix ; dialogue méditerranéen initiative de coopération d'Istanbul).

Ces coopérations n'ont guère dépassé le stade du principe et sont peu fiables. Pourtant un chapitre entier du concept stratégique y est consacré ; à Chicago des mesures ont été envisagées dans une démarche qui rejoint sur le fond la vision américaine « global partnership », en tendant, tout en rassemblant un maximum de pays à moduler leur intervention directe au fil des événements. Même conçu à la carte, ce type de coopérations ne semble pas avoir le vent en poupe.

Une Organisation surannée

Il semble important de discerner les contradictions spécifiques de l'OTAN, en lien avec les rapports internationaux, car elles conditionnent l'approche de nombreux problèmes, en particulier ceux qui sont abordés lors du sommet de Chicago. C'est le cas en particulier du bouclier antimissile, voulu et dirigé par les états-Unis. Le principe de ce bouclier a été adopté lors du sommet de Lisbonne, mais visiblement la réalisation s'avère ardue. C'est pourquoi le secrétaire général a lancé l'idée d' « une capacité opérationnelle intermédiaire ». De nouveau, plusieurs pays européens ont exprimé leurs réticences vis-à-vis d'un projet fortement déstabilisateur, coûteux à l'utilité douteuse, d'autant que certains d'entre eux, comme la Belgique, l'Allemagne, le Danemark, accueillent sur leur sol des bombardiers américains. La Russie a manifesté son hostilité à un projet qu'elle considère comme une menace pour sa sécurité, d'autant que l'OTAN s'est déclarée déterminée à rester une alliance nucléaire. La relation entre l'OTAN et la Russie s'en trouve affectée. L'absence du président Poutine à Chicago l'a reflété.

L'Otan a peiné à gérer la fin de la guerre froide où elle fondait son existence. A-t-elle pour autant trouvé une place crédible dans la nouvelle donne internationale. Quelle place peut-elle occuper au plan international ? Une question revient, tenace : à quel rôle peut prétendre une telle organisation ? Son comportement agressif, unilatéral dans les questions internationales brûlantes a, y compris dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité, tendu bien évidemment à la discréditer et à la rendre dangereuse aux yeux du monde ; Sa prétention à se substituer à l'ONU, qui elle détient une vraie légitimité, par les normes fixées par la Charte des Nations unies est vigoureusement condamnée. C'est pourquoi de larges secteurs de l'opinion publique internationale, non seulement conteste son action, mais demande de plus en plus sa dissolution. Les manifestations qui se sont déroulées dans le monde, y compris à Chicago, que l'on aurait grand tort de sous-estimer, en sont l'illustration.

Jacques LE DAUPHIN

Directeur de l'Institut de documentation et de recherche sur la paix

Collaborateur de la revue *Recherches Internationales*

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue Recherches internationales à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

Jacques LE DAUPHIN

6, av. Mathurin Moreau ; 75167 Paris Cedex 19

Site : <http://www.recherches-internationales.fr/>

<http://www.legrandsoir.info/une-otan-renovee-pour-quels-objectifs.html>

4-2 Brendan O'Reilly : La Chine et la Russie mènent une partie de bras de fer contre l'Ouest.

Pékin et Moscou ont envoyé un message très clair au monde entier depuis le sommet de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS). Les dirigeants chinois et russe ont tracé deux lignes sur le terrain de la politique internationale - un « Non » sans équivoque au bombardement de l'Iran et un autre « Non » sans ambiguïté à un changement de régime en Syrie qui se produirait après une campagne de bombardements occidentaux.

Le président russe Vladimir Poutine est arrivé à Pékin jeudi pour entamer sa première grande visite à l'étranger depuis sa réélection comme président de la Russie [il avait rencontré François Hollande, le

nouveau président français, à Paris, la semaine précédente]. Cela montre l'importance qu'il attache aux relations entre son pays et la Chine. Et, à Pékin, il a rencontré son homologue iranien, Mahmoud Ahmadinejad, ce qui donne une indication de la stratégie géopolitique commune qui existe entre la Chine et la Russie.

Le porte-parole des affaires étrangères chinoises, Liu Wenmin, a expliqué clairement le point de vue que partagent les Chinois et les Russes sur la crise en cours en Syrie :

« Sur la question syrienne, la Chine et la Russie sont restées en contact étroit pour se coordonner, à la fois à New York, à Moscou et à Pékin. (.) La position des deux camps est parfaitement claire : il devrait être mis fin immédiatement à la violence et un processus de dialogue politique devrait être lancé dès que possible ».

Outre l'éloge qu'il a fait sur la coopération sino-russe sur cette question, Liu a bien fait comprendre l'objection constante des deux pays à l'usage de la force pour résoudre la question syrienne : *« La Chine et la Russie partagent la même position sur ces points et les deux parties s'opposent à une intervention extérieure dans la situation syrienne, ainsi qu'à un changement de régime par la force ».*

Le gant a donc été jeté. La Chine et la Russie n'autoriseront pas au Conseil de sécurité des Nations unies le recours à la force contre le gouvernement syrien.

De plus, Pékin et Moscou jouent la carte de la défense contre ce qui est perçu comme une agression militaire occidentale. Pour bien comprendre les intérêts et les méthodes que ces deux pays partagent sur la scène mondiale, il est utile d'examiner les origines de l'OCS elle-même.

L'OCS est née du « Groupe des cinq de Shanghai », un bloc de nations formé en 1996, qui comprenait la Chine, la Russie et les États nouvellement indépendants du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghizstan. L'objectif initial de ce groupe était d'atténuer les tensions frontalières entre ses membres. En juin 2001, Ce groupe s'est étendu à l'Ouzbékistan et fut rebaptisé Organisation de la Coopération de Shanghai. Les objectifs centraux de ce nouveau regroupement étaient de combattre ce que l'on appelle les « Trois Démons », à savoir le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme.

La focalisation sur les « Trois Démons » laisse entendre la nature fondamentalement conservatrice de la stratégie russe et chinoise. La Russie et la Chine ont chacune chez elles de grands territoires peuplés de minorités ethniques parfois turbulentes. La Russie, La Chine et les « -stans » sont tous confrontés à des islamistes politiques qui défient leur pouvoir. La mission essentielle de l'OCS est, par conséquent, de perpétuer le statut quo politique en Asie Centrale.

Depuis ses débuts plutôt modestes, l'OCS est devenue une alliance politique et quasi-militaire. Au début de 2003, les États membres ont mené des exercices militaires conjoints, appelés « Missions de Paix ». Sous les auspices de l'OCS, la Chine et la Russie ont mené leurs tout premiers exercices militaires conjoints en 2005. La dernière et la plus grande de ces « Missions de Paix » a rassemblé plus de 5.000 soldats russes, chinois, kirghizes, tadjiks et kazakhs pour participer à des manœuvres militaires au Kazakhstan.

La Mongolie, l'Inde, le Pakistan et l'Iran sont, pour l'instant, des « observateurs » au sein de l'OCS. En 2008, l'Iran a officiellement demandé son admission en tant que membre à part entière, mais celle-ci a été repoussée à plus tard à cause des sanctions onusiennes contre ce pays. La Biélorussie et le Sri Lanka ont adhéré en tant que « partenaires de dialogue ».

Les États-Unis et l'Europe occidentale se sont inquiétés du fait que l'OCS pourrait se développer en une future alliance anti-occidentale. Bien qu'un tel développement soit réfuté par les États membres de l'OCS, il y a des signes qui montrent qu'une telle coalition pourrait être en train de se former. Cependant, une telle alliance ne serait pas naturellement agressive. Ses États membres coopèrent les uns avec les

autres, de façon importante, afin de prévenir les pressions occidentales effectives appelant au changements de politiques intérieures et de dirigeants.

Les deux poids lourds

La Russie et la Chine sont de toute évidence les États les plus importants de l'OCS. Ces deux pays, malgré une longue histoire de méfiance réciproque et de conflit, ont un intérêt commun à résister à l'hégémonie nord-américaine.

La Russie se sent menacée par l'expansion orientale continue du Traité de L'Organisation de l'Atlantique Nord (l'OTAN). Les anciens États soviétiques d'Europe de l'Est sont considérés comme faisant partie de la sphère d'influence de la Russie. La Russie est particulièrement préoccupée par l'expansion potentielle de l'OTAN en Ukraine et en Géorgie. Cette expansion, si elle s'officialisait, obligerait les États-Unis et leurs alliés européens à entrer en guerre contre la Russie en cas de déclenchement d'hostilités militaires entre la Russie et ces États voisins.

De son côté, la Chine est préoccupée par le pivot nord-américain qui se déplace vers l'Asie. Les ventes d'armes incessantes à Taiwan et le soutien aux Philippines dans l'impasse en cours dans le sud de la Mer de Chine sont des sujets particuliers de préoccupation.

La Russie et la Chine se sentent toutes deux menacées par le développement et le déploiement continu de la technologie anti-missile des États-Unis. Ces deux puissances, en particulier la Russie, craignent que ce système défensif ne vise à remettre en cause leur influence stratégique au regard de la doctrine de la Destruction Réciproque. Les Nord-américains affirment que cette technologie est dirigée contre les prétendus « États voyous » comme l'Iran, mais cela a été accueilli avec scepticisme.

Au-delà de ces préoccupations stratégiques, les deux dirigeants s'inquiètent de ce qu'ils perçoivent comme des tentatives actuelles par les États-Unis d'interférer dans la politique intérieure de leurs deux pays.

Les problèmes au Moyen-Orient

La récente série de discussions à Bagdad entre l'Iran et le « Groupe des Cinq plus Un » (les cinq membres permanents du conseil de sécurité plus l'Allemagne) n'a pas donné beaucoup plus de résultat qu'un accord pour programmer vers la fin juin une nouvelle rencontre à Moscou. Le point sur lequel les négociations butent est l'insistance continue des puissances occidentales pour que l'Iran stoppe l'enrichissement de l'uranium au-delà de 20% et le refus de l'Iran de s'y plier.

Le point de référence constitué par le cours du Brent a bondi de 18% au cours des douze derniers mois, en grande partie sur les craintes spéculatives d'une campagne de bombardements aériens contre l'Iran et les capacités de représailles régionales de ce pays. La Chine dépend lourdement des importations de pétrole et son économie subit les conséquences des augmentations de son prix. Dans l'éventualité de frappes contre l'Iran par les Israéliens et/ou les Nord-américains, et d'un blocus iranien du Déroit d'Ormuz qui s'ensuivrait, le prix du pétrole augmenterait spectaculairement. La croissance impressionnante de la Chine au cours des trente dernières années pourrait s'arrêter brusquement, avec des conséquences sociales et politiques imprévisibles.

Les objections de la Russie à une intervention militaire contre l'Iran sont essentiellement stratégiques, mais contiennent également une dimension économique. L'Iran est une passerelle entre l'Asie du Sud, le Golfe Persique et l'Asie Centrale. L'Iran partage une frontière avec les anciens États soviétiques que sont le Turkménistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Toute attaque contre l'Iran aurait des conséquences imprévisibles dans une région que la Russie considère comme relevant de sa sphère d'influence.

Le gouvernement russe a été catégorique dans son opposition à toute action militaire contre l'Iran. Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Ryabkov, a réitéré dernièrement ces mises en garde. En plus de prédire un « *effet négatif pour la sécurité de nombreux pays* » dans l'éventualité d'une attaque contre l'Iran, il a déclaré qu'il y aurait « *des conséquences terribles pour l'économie mondiale à cause d'une flambée inévitable du prix des hydrocarbures, qui ralentira la sortie de la récession* ».

La Chine et la Russie partagent des raisons politiques et économiques pour s'opposer à une attaque potentielle contre l'Iran. Comme d'habitude, leurs motivations communes sont essentiellement conservatrices - ces deux pays veulent éviter les incertitudes géopolitiques et économiques.

La coopération contre ce qui est perçu comme un aventurisme occidental au Moyen-Orient s'étend au-delà de la Syrie. En tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies, la Russie et la Chine ont mis leur veto sur les résolutions récemment proposées visant le gouvernement syrien.

La Chine et la Russie craignent une répétition en Syrie de la campagne occidentale de bombardements qui a été menée contre le régime de Mouammar Kadhafi en Libye. La Résolution 1973 du Conseil de sécurité a été votée pour établir une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, apparemment pour protéger la population civile. La Russie et la Chine se sont conjointement abstenues lors de ce vote, ce qui a permis à cette résolution de passer. Deux jours plus tard, une coalition d'États du Golfe et de l'Otan ont utilisé cette résolution comme occasion pour commencer une campagne aérienne dans le but ultime d'officialiser un changement de régime en Libye.

La Chine et la Russie veulent vraiment éviter une duplication du scénario libyen en Syrie et ont bloqué, par conséquent, deux résolutions du Conseil de sécurité appelant à des sanctions contre Damas. Aucun de ces deux pays ne donnera à l'Ouest l'occasion de lancer des opérations militaires en Syrie. La Russie veut maintenir ses intérêts stratégiques en Syrie, en particulier son seul accès portuaire en Méditerranée, à Tartous. La Chine craint une propagation de la violence sectaire depuis la Syrie vers les pays de la région, et une augmentation subséquente du prix du pétrole. Qui plus est, ces deux pays veulent entraver la pratique des « changements de régimes » menés pour des raisons idéologiques et géopolitiques par les Occidentaux.

C'est une question de souveraineté

Lundi dernier, l'ambassadeur chinois auprès des Nations unies, Li Baodong, a défini le point de vue du gouvernement chinois au sujet du conflit syrien, en disant : « *Nous n'avons pas l'intention de protéger qui que ce soit contre qui que ce soit. (.) Ce dont nous voulons vraiment nous assurer est que la souveraineté de ce pays puisse être sauvegardée, et que le destin de ce pays puisse rester entre les mains du peuple syrien* ».

Li a efficacement résumé le point de vue géostratégique planétaire et la politique qui en résulte, de la Russie, de la Chine et de l'OCS. La souveraineté de chaque pays pris séparément est sacro-sainte. Peu importe qui dirige tel ou tel pays, tant que son gouvernement n'est pas imposé de l'extérieur.

Il y a là un défi manifeste à la politique étrangère des États-Unis et de leurs alliés occidentaux. De l'Afghanistan à l'Irak en passant par la Libye, les USA ont utilisé leur puissance militaire pour rendre effectif les changements de régime contre des rivaux régionaux. Ces interventions ont été justifiées en évoquant les « *droits de l'homme* », la « *lutte contre le terrorisme* » et « *l'arrêt de la propagation des Armes de destruction massive* ». Cependant, la Chine et la Russie pensent que ces campagnes ont été lancées dans le but de faire avancer les intérêts géopolitiques de l'Amérique tels qu'ils sont perçus.

L'alliance sino-russe, dont l'OCS est un parfait exemple, est essentiellement une posture défensive et conservatrice. La Chine et la Russie ne toléreront aucune autre intrusion des Occidentaux dans les régions stratégiquement sensibles de l'Asie occidentale et centrale. Elles utiliseront leur influence

économique et politique pour bloquer les tentatives occidentales de changements de régimes en Syrie, en Iran et dans tout autre pays où la Chine et la Russie ont des intérêts géopolitiques.

Brendan O'Reilly

Brendan P O'Reilly est un auteur et un éducateur originaire de Seattle et basé en Chine.

Asia Times Online, le 8 juin 2012

article original : "China and Russia flex muscle at the West"

<http://www.atimes.com/atimes/china/nf07ad01.html>

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/Chine_Russie_Syrie_OCS_OTAN_Etats-Unis_Europe_080612.htm

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

5-1 Vertraulicher Schweizer : Des soldats américains à l'étranger, camouflés en hommes d'affaires.

Il est souvent question de forces spéciales américaines qui sont engagées partout dans le monde. Mais qui sait qu'elles sont actuellement actives dans plus de 100 pays (!)? Le Pentagone veut maintenant aller encore plus loin en engageant des soldats à l'étranger sous «camouflage commercial», donc par exemple comme hommes d'affaires. La devise du Pentagone est: «Consolider et protéger des positions». Dans ce but, on vise à réaliser non seulement des activités d'espionnage comme jusqu'à présent, mais aussi des opérations militaires sous couvert d'activités économiques. Des collaborateurs du Pentagone, pas seulement des services secrets, doivent donc être introduits clandestinement dans des entreprises et vont y travailler, ou bien fonder des entreprises et les diriger pour pouvoir agir ainsi plus discrètement.

Dans un projet de loi, il est clairement précisé: «Pour préparer le champ de bataille pour des opérations militaires contre des terroristes et leurs supporteurs», les compétences de l'armée doivent être bien élargies. «Pour protéger ainsi la vie des soldats, il est nécessaire de permettre au Pentagone d'exécuter des activités commerciales orientées vers le profit, afin de couvrir et soutenir de tels engagements. Pour les forces armées américaines exécutant des engagements dangereux à l'étranger, cette protection est importante.»

Il est intéressant que le Pentagone exige que le camouflage commercial ne soit plus contrôlé par le service secret Defense Intelligence Agency (DIA), mais directement par le ministre de la Défense et le secrétaire d'Etat pour les services secrets. Un des arguments principaux du Pentagone par rapport aux coûts: «Le camouflage commercial n'est pas lié à des coûts puisque on peut utiliser l'argent qu'on gagne pour son financement.» Dans les comités des services secrets au congrès, il existe pourtant les plus grands doutes. Les activités des soldats camouflés en hommes d'affaires pourraient devenir assez incontrôlables, comme cela a été le cas déjà à plusieurs reprises chez des collaborateurs du service secret. La corruption et l'affairisme de leur propre initiative vont clairement augmenter, les limites entre les services secrets, l'armée et l'économie, ou la société civile, vont s'estomper. Déjà maintenant, les 66 000 hommes et femmes des forces spéciales de la «SOCOM» sont munis d'un budget de plus de 10 milliards de dollars (!). C'est ce que le commandant, l'amiral William H. McRaven, a récemment confirmé au comité du congrès.

Source: Vertraulicher Schweizer Brief, no 1322 du 11/5/12

(Traduction Horizons et débats)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31288>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19